

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/CHN/8  
G/SCM/Q1/CHN/8  
18 octobre 2002  
(02-5692)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Questions des ÉTATS-UNIS concernant la notification de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 octobre 2002.

Les États-Unis remercient la Chine pour sa récente notification de sa réglementation relative aux mesures compensatoires.<sup>1</sup> Comme indiqué dans cette réglementation, la Chine a par ailleurs mis en application des règles provisoires concernant la Réglementation notifiée qui, à notre connaissance, n'ont pas encore été notifiées au Comité des subventions et des mesures compensatoires, contrairement à ce qui est prescrit à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC).<sup>2</sup>

- Quand la Chine envisage-t-elle de notifier ces règles provisoires?
- La Commission d'État pour l'économie et le commerce (SETC) envisage-t-elle d'adopter des règles provisoires relatives à ses compétences au titre de la Réglementation notifiée? Dans l'affirmative, quand ces règles seront-elles adoptées?

Outre les règles provisoires déjà adoptées, quel autre niveau de réglementation est, le cas échéant, prescrit ou envisagé pour mettre en œuvre cette Réglementation notifiée? Existe-t-il d'autres types de normes ou d'interprétations officielles, comme des précédents (*stare decisis*) qui influenceront les décisions du Ministère du commerce extérieur et de la coopération technique (MOFTEC), de la SETC, et du Conseil d'État?

Il est précisé à l'article premier de la Réglementation notifiée que celle-ci est "formulée conformément à la Loi sur le commerce extérieur de la République populaire de Chine ...". La "Loi sur le commerce extérieur" désigne-t-elle uniquement à la Loi n° 19-586 adoptée le 12 mai 1994 par le Comité permanent du huitième Congrès national du peuple à sa septième session? Dans la négative, quelles autres lois sont applicables à la Réglementation notifiée?

---

<sup>1</sup> G/SCM/N/1/CHN/1 (11 septembre 2002).

<sup>2</sup> Nous croyons savoir que les règles provisoires adoptées par la Chine qui s'appliquent aux mesures compensatoires concernent 1) les demandes et les ouvertures d'enquête; 2) les auditions; 3) les vérifications; et 4) les questionnaires.

La formulation adoptée par la Chine au paragraphe 4 de l'article 3 de la Réglementation notifiée est trop générale. Elle y affirme en fait que tout financement accordé par les pouvoirs publics par l'intermédiaire d'un organisme privé est réputé être une subvention. Veuillez indiquer en quoi le paragraphe 4 est conforme à l'article 1.1 iv) de l'Accord SMC, et préciser si un financement par un organisme privé dans des circonstances autres que celles visées à l'article 1.1 iv) de l'Accord SMC est réputé être une subvention au titre de ce paragraphe.

Le paragraphe 2 de l'article 4 de la Réglementation notifiée semble considérer que toute subvention prévue par les lois et réglementations d'un pays exportateur est spécifique. L'Accord SMC dispose à l'article 2.1 a) que les lois et réglementations pertinentes doivent limiter expressément la possibilité de bénéficier d'une subvention pour permettre de déterminer si une subvention est spécifique. Veuillez préciser en quoi le paragraphe 2 est conforme à l'article 2.1 a) de l'Accord SMC.

La liste exemplative de subventions à l'exportation jointe à la Réglementation notifiée ne correspond pas exactement à l'Annexe I de l'Accord SMC (il y manque, par exemple, toutes les notes de bas de page). La Chine envisage-t-elle de se conformer à l'Annexe I de l'Accord SMC?

En ce qui concerne l'article 6 de la Réglementation notifiée,

- Les paragraphes 2 et 3 reprennent les méthodes de calcul énoncées à l'article 14 b) et 14 c) de l'Accord SMC, mais omettent de préciser comme celui-ci que les prêts et les garanties de prêts ne sont pas considérés comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant qui devrait être payé sur un prêt ou une garantie de prêt comparable que la société pourrait effectivement obtenir de sources commerciales (plus les frais dans le cas des garanties de prêts). Les paragraphes 2 et 3 entendent-ils refléter les prescriptions de l'article 14 b) et 14 c) de l'Accord SMC?
- Les étalons de mesure énoncés à l'article 14 b) et 14 c) de l'Accord SMC se rapportent au type de prêts que l'exportateur ou le producteur pourrait effectivement obtenir. Tels que libellés, les paragraphes 2 et 3 semblent donner à penser que tout prêt commercial peut servir de point de référence, peu importe que l'exportateur ou le producteur remplisse effectivement les conditions requises pour bénéficier d'un tel prêt. Cette interprétation est-elle exacte et, dans l'affirmative, en quoi est-elle conforme aux normes énoncées dans l'Accord SMC?
- En quoi le paragraphe 4 est-il compatible avec la prescription de l'article 14 a) de l'Accord SMC, selon lequel une participation au capital social n'est réputée conférer un avantage que si la décision en matière d'investissement est jugée incompatible avec la pratique habituelle concernant les investissements des investisseurs privés sur le territoire du Membre?
- En quoi le paragraphe 5 tient-il compte des règles applicables à la détermination du prix du marché, énoncées à l'article 14 d) de l'Accord SMC?

Le paragraphe 2 de l'article 8 de la Réglementation notifiée dispose que, lorsqu'elles examinent le volume des importations subventionnées, les autorités compétentes devraient vérifier si celui-ci "a augmenté d'une manière notable ou si une augmentation notable des importations subventionnées est possible".

- Le paragraphe 2 de l'article 8 est-il applicable pour déterminer l'existence d'un dommage important actuel, pour déterminer l'existence d'une menace de dommage important ou pour déterminer les deux?
- Si le paragraphe 2 de l'article 8 est applicable pour déterminer l'existence d'un dommage important actuel, comment l'examen visant à établir "si une augmentation notable des importations subventionnées est possible" est-il compatible avec l'article 15.2 de l'Accord SMC?
- Si le paragraphe 2 de l'article 8 est applicable pour déterminer l'existence d'une menace de dommage important, comment l'examen visant à établir "si une augmentation notable des importations subventionnées est possible" est-il compatible avec l'article 15.7 i) de l'Accord SMC, qui oblige à conclure à la "probabilité" d'une augmentation substantielle des importations?
- Le paragraphe 3 de l'article 8 de la Réglementation notifiée traite de l'examen, par les autorités compétentes, de la fixation des prix, et indique que celles-ci doivent examiner la "sous-cotation du prix" des importations subventionnées. Veuillez indiquer en quoi cette formulation est compatible avec l'article 15.2 de l'Accord SMC, qui dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent examiner "s'il y a eu, dans les importations subventionnées, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur ...".
- Le paragraphe 4 de l'article 8 de la Réglementation notifiée prévoit également un examen de l'incidence des importations subventionnées sur la branche de production nationale. À cet égard, conformément à l'article 15.4 de l'Accord SMC, cet examen doit comporter une évaluation "de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche". Ces facteurs comprennent, de manière non limitative, ceux énumérés à l'article 15.4 de l'Accord SMC. Or, les facteurs cités dans cet article ne sont pas tous repris à l'article 8 de la Réglementation notifiée. Comment la Chine entend-elle mettre en œuvre les prescriptions de l'article 15.4 de l'Accord SMC?
- On pourrait aussi comprendre que le paragraphe 4 de l'article 8 de la Réglementation notifiée renvoie à certains facteurs que, selon l'article 15.7 de l'Accord SMC, les autorités compétentes doivent examiner lorsqu'elles déterminent s'il y a menace de dommage important. L'article 8 porte-t-il principalement ou accessoirement sur la détermination de l'existence d'une menace? Dans l'affirmative, l'article 8, paragraphe 4, omet d'énumérer les facteurs énoncés à l'article 15.7 i) et iii) de l'Accord SMC.
- Cet article ne reprend pas non plus la prescription faite à l'article 15.7 de l'Accord SMC, selon laquelle la détermination concluant à une menace de dommage important en raison d'importations subventionnées doit se fonder sur la conviction que d'autres importations subventionnées sont "imminentes" et qu'un dommage important dû à ces importations subventionnées se produirait, à moins qu'une mesure compensatoire ne soit prise. Comment la Chine entend-elle mettre en œuvre ces prescriptions de l'Accord SMC?

La note de bas de page 48 concernant l'article 16.1 de l'Accord SMC donne une définition précise des parties liées, qui ne figure pas à l'article 11 de la Réglementation notifiée. Quelle définition la Chine donne-t-elle d'une partie liée?

Quelles entités la Chine considérerait-elle comme étant [des] "organisation[s] compétente[s]" pour présenter une demande en vue de l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs, comme indiqué à l'article 13 de la Réglementation notifiée?

L'article 21 de la Réglementation notifiée prévoit le recours à des "données de fait disponibles". Veuillez préciser quel usage il sera fait dans la pratique des données de fait disponibles.

En ce qui concerne l'article 22 de la Réglementation notifiée,

- Quelles mesures la Chine prendra-t-elle pour ménager en temps utile aux parties intéressées un accès raisonnable aux renseignements fournis au cours de la procédure, conformément aux articles 12.3 et 13.4 de l'Accord SMC?
- Quelles mesures (y compris les sanctions à l'endroit des contrevenants) les autorités chinoises ont-elles à leur disposition pour garantir la confidentialité des renseignements fournis dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs?
- Comment la Chine entend-t-elle se conformer à l'article 12.4 de l'Accord SMC, qui oblige les parties qui fournissent des renseignements confidentiels à donner des résumés non confidentiels suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel?

L'article 30 de la Réglementation notifiée indique que l'application de mesures provisoires est proposée par le MOFTEC mais décidée par la Commission tarifaire du Conseil d'État. Cette même prescription s'applique aux déterminations finales, comme indiqué à l'article 39, et aux modifications apportées à des droits compensateurs, comme précisé à l'article 49. La Commission tarifaire a-t-elle le pouvoir de passer outre à une proposition du MOFTEC? Dans l'affirmative, à quelles règles de contrôle sont soumises les décisions de la Commission? De quelle latitude celle-ci dispose-t-elle pour fixer des marges de subventionnement ou, par ailleurs, modifier les recommandations du MOFTEC?

Au titre de l'article 46 de la Réglementation notifiée, lorsque des droits compensateurs provisoires doivent être restitués par suite d'une détermination finale négative, quelles démarches les importateurs doivent-ils faire pour être remboursés? Dans quel délai seront-ils remboursés? Des intérêts seront-ils versés sur la restitution des droits initialement payés en espèces?

Quels sont les organes spécifiques qui peuvent être saisis des recours visés à l'article 52 de la Réglementation notifiée? À quel organe sont adressées les demandes de "réexamen administratif"? Quelles sont les procédures à suivre pour demander et effectuer ces réexamens? Quelles juridictions sont compétentes pour connaître des recours contre des décisions portant sur des mesures compensatoires? Quelles lois et réglementations régissent ces actions et quels éléments de preuve faut-il présenter pour former recours?

L'article 54 de la réglementation notifiée précise que le MOFTEC et la SETC peuvent prendre les "mesures appropriées" pour empêcher le contournement des mesures compensatoires. Qu'est-ce qui constitue un contournement des mesures compensatoires? Pourriez-vous indiquer comment les

autorités établiront l'existence d'un tel contournement et préciser les types de mesures qu'elles peuvent prendre s'il y a eu contournement?

L'article 55 de la Réglementation notifiée dispose que la Chine peut prendre des "mesures appropriées" dans les cas où un pays applique "de manière discriminatoire" des mesures compensatoires à l'encontre d'exportation en provenance de la Chine. Quelles dispositions dans l'Accord SMC pourraient autoriser la Chine à prendre de telles mesures? Dans quelles circonstances la Chine envisage-t-elle d'appliquer cette disposition (c'est-à-dire que signifierait "appliquer de manière discriminatoire" au sens de l'article 55)? Quels types de mesures seraient pris à l'encontre d'autres pays?

Veuillez expliciter la différence entre les termes "pays" et "région" utilisés dans la Réglementation notifiée (par exemple à l'article 4).

---